



BÉNIN: L'exemple du soja. La promotion d'une filière agricole importante

Institut für
Entwicklung
und Frieden



UNIVERSITÄT
DUISBURG
ESSEN

Offen im Denken

Voies d'issue à l'extrême pauvreté, la
vulnérabilité et l'insécurité alimentaire

13B GOOD
PRACTICE
CIRCULAIRE

Frank Bliss

L'exemple du soja. La promotion d'une chaîne de valeur ajoutée au Bénin

Cet article porte sur le traitement de la filière agricole du soja et de ses chaînes de valeur ajoutée (CVA) en République du Bénin. Le concept de la CVA et de la promotion des CVA englobe un processus qui commence par la production – ou, dans le domaine de l'agriculture, par la culture, la maturation et la récolte d'un produit dans les champs (en l'occurrence, le soja) et l'apport des « intrants » nécessaires –, qui se poursuit avec le mouvement physique du produit, souvent en plusieurs étapes, comprenant la transformation et l'emballage, et qui se termine avec la négociation et enfin l'achat du produit par le consommateur.

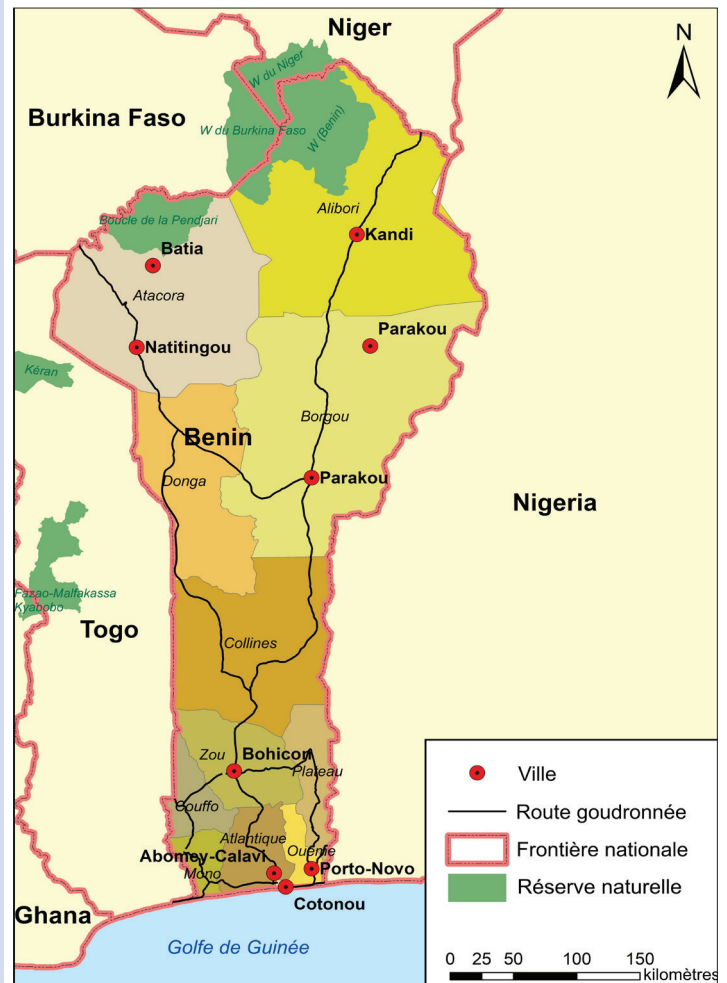
La filière soja bénéficie d'un soutien important, en particulier dans le contexte de la Coopération technique allemande (TZ) avec le Bénin pour le compte du Ministère fédéral pour la Coopération et le Développement (BMZ). Le but est d'accroître la productivité à la fois dans la culture et dans la transformation du soja afin d'augmenter les revenus des producteurs et productrices. Associées à la consommation accrue de soja, un précieux composant nutritionnel, ces mesures visent à améliorer la situation alimentaire des populations concernées et leurs conditions de vie.

La production de soja implique les hommes autant que les femmes, mais du fait de leur prédominance en tant que propriétaires fonciers au Bénin, pays ouest-africain, ce sont essentiellement les hommes qui profitent des améliorations apportées à la culture du soja sur le plan économique. Par contre, dans le secteur de la transformation du soja, ce sont essentiellement les femmes qui, grâce à ces mesures de soutien, peuvent augmenter leurs rendements de manière significative et mieux s'affirmer en matière d'égalité des sexes. Certes, l'enquête menée par l'INEF n'a pas permis de recueillir de chiffres éloquentes sur le plan statistique, néanmoins on peut conclure, sur la base des études de cas réalisées et des déclarations de nombreux participants, que l'accroissement des rendements et l'augmentation des revenus qui en découle constituent un moyen durable de s'affranchir de la pauvreté pour de nombreux ménages.

Le *Good Practice Soja*, contrairement à la plupart des exemples de Bonnes pratiques du groupe d'étude de

l'INEF, ne concerne pas un seul projet, mais vise à promouvoir la filière soja et l'ensemble de ses chaînes de valeur par le biais de la Coopération au développement allemande (EZ).

Filière soja, chaînes de valeur ajoutée, soja, lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire, égalité des sexes, Bénin



Contexte du projet

Le Bénin appartient au groupe des États extrêmement pauvres du monde, faisant qu'une proportion considérable de la population est concernée en permanence par l'insécurité alimentaire. En même temps, au moins 100 000 familles d'agriculteurs produisent du soja au Bénin, essentiellement sur de petites et très petites surfaces. Les monocultures de soja y sont très rares, cette plante étant cultivée sur les parties des terres arables disponibles et en rotation avec des aliments de base tels que le riz, le maïs, le manioc ou encore avec des cultures de rente, en particulier le coton. En outre,

contrairement à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la demande de soja et de produits à base de soja est de plus en plus importante au Bénin depuis un certain temps déjà. Par exemple, le fromage de soja (tofu) offre une alternative au fromage de lait de vache, inabordable pour la plupart des ménages en raison du faible pouvoir d'achat de la population.

Cependant, jusqu'à la fin des années 1990 – jusqu'à l'arrivée du soutien extérieur initié, entre autres, par la Coopération au développement allemande –, la filière soja souffrait de plusieurs faiblesses : dans le domaine de la production, le manque de semences adaptées était la cause de rendements moyens toujours faibles, même lors de pluviométries favorables. Dans le domaine de la transformation, la mauvaise organisation des entreprises impliquées, leur manque de moyens de production, même simples, leur accès limité aux crédits financiers et la commercialisation inefficace des produits à base de soja ont entraîné une baisse de la productivité et, par conséquent, une baisse des revenus. En d'autres termes, la culture et la transformation du soja sont restées nettement en deçà de leur potentiel économique et les acteurs impliqués, pauvres pour la plupart, n'avaient pratiquement aucune chance d'améliorer sensiblement et durablement leur situation socio-économique grâce au soja.

Objectifs et activités de la promotion de la filière soja



La promotion de la filière soja et de ses chaînes de valeur (CVA) a pour objectif d'aider à augmenter durablement la création de valeur ajoutée au sein de cette chaîne de production considérée comme orientée sur la pauvreté. Elle est censée accroître les revenus des petites exploitations agricoles dans les communautés rurales du Bénin, ceux des entreprises de

transformation du soja en milieu rural et urbain, ainsi qu'améliorer la sécurité alimentaire dans les régions concernées. Les Objectifs du projet (*Outcomes*) contribuent à la réalisation de l'Objectif principal en matière de politique de développement, qui est de réduire l'extrême pauvreté et d'améliorer la situation alimentaire de ces populations.



Du côté des bailleurs de fonds allemands, les principaux acteurs sont le ProCIVA (*Projet Centres d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire*), réalisé dans le cadre de l'initiative spéciale du BMZ *Eine Welt ohne Hunger (Un monde sans faim)* (SEWoH), et le projet bilatéral *Promotion de l'Agriculture* (ProAgri), opérationnel au Bénin depuis presque 10 ans déjà (cf. GIZ 2017a, 2017b). Néanmoins, d'autres mesures de coopération au développement sont essentielles à une promotion efficace de la chaîne de valeur, telles que l'aide au financement rural dans le contexte de la Coopération technique (TZ) et une ligne de crédit de la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau) pour le développement rural.

Les thématiques discutées dans le cadre des deux principaux projets de TZ considérés ici incluent (i) la production de semences améliorées pour augmenter la production, (ii) leur distribution, (iii) les aspects technico-agricoles de la culture du soja visant à accroître les rendements, (iv) le stockage des graines de soja de manière à pouvoir vendre à des prix plus élevés que ceux praticables pendant la saison des récoltes, (v) le transport et le commerce des graines de soja, (vi) la transformation des graines notamment en fromage de soja (tofu), lait de soja, biscuits, pains, huile et farine de soja ou farine de blé enrichie au soja, mais également (vii) le commerce de produits à base de soja transformés, ainsi que (viii) les structures organisationnelles des acteurs de la CVA soja à tous les niveaux

(c.-à-d. les agriculteurs et agricultrices, les commerçant(e)s, les producteurs et productrices etc. dans les organisations lobbyistes et de soutien).

Il est important que tous les maillons de la chaîne de valeur soja soient considérés d'un point de vue entrepreneurial et que les acteurs, qu'il s'agisse de producteurs ou de transformateurs, soient mis en relation avec des prestataires de services financiers par le biais de leur activité au sein du projet. Cela permettrait, entre autres choses, d'améliorer l'accès aux crédits agricoles des petits paysans, jusqu'ici très peu encouragé au Bénin. Avec les fonds mis à disposition par la KfW, les établissements de crédit existants reçoivent déjà les moyens financiers nécessaires pour, par exemple, promouvoir la mécanisation agricole en amont de la CVA et fournir aux prestataires l'argent nécessaire à l'achat de moyens de transport ou d'équipement pour la transformation du soja.

Contexte socio-économique du projet

La Coopération au développement (EZ) avec le Bénin se veut une réponse à la pauvreté persistante dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Bénin occupe le 167^e rang sur les 188 États répertoriés, ce qui en fait l'un des pays les plus pauvres du monde. D'après les critères nationaux, le taux de pauvreté au Bénin était de 37,5% en 2006, de 35,2% en 2009 et de 40,1% en 2015. Ce qui signifie qu'au cours des dix dernières années, la pauvreté a encore augmenté au Bénin.



La pauvreté au Bénin engendre une situation d'insécurité alimentaire chez les populations pauvres, en particulier en région rurale et dans les zones périurbaines. Sur les 77 communes du pays, 33 sont en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique,

c.-à-d. que le problème y existe de manière durable. Pourtant, la principale difficulté ne réside pas tant dans la disponibilité d'aliments de base comme le maïs ou le mil, mais bien plus dans le fait qu'une majorité de la population n'est pas en mesure d'acheter des produits de meilleure qualité en raison de son faible pouvoir d'achat. Cela explique également que la culture des légumes, par exemple, ne soit que très peu pratiquée en milieu rural. Cette situation entraîne, dans tout le pays, des retards de croissance en raison de la sous-alimentation chez un tiers des enfants de moins de cinq ans. Elle est aggravée du fait que seulement 10% de la population béninoise bénéficient des mesures de protection sociale du gouvernement.



Actuellement, le soutien fourni par l'EZ allemande au Bénin concerne avant tout le développement agricole. Son objectif majeur réside dans la promotion d'importantes *filières* ou chaînes de valeur importantes, comme le riz, l'arbre de karité (*Butyrospermum parkii*, dont les fruits servent à fabriquer le beurre de karité), la noix de cajou et l'élevage de volaille. Au Bénin, contrairement au Brésil par exemple, la culture du soja ne constitue un problème ni écologique (déforestation de la forêt tropicale), ni socio-économique (exode des populations rurales), et elle est pratiquée essentiellement par les petits agriculteurs eux-mêmes. En outre, le gros de la production de soja n'est pas destiné à l'exportation, et une majeure partie de la récolte annuelle est transformée et consommée à l'intérieur du pays. En conséquence, l'EZ contribue à développer les importants potentiels agricoles et alimentaires du soja au Bénin, favorisant ainsi la création d'emplois et l'augmentation des revenus.

Les impacts du projet jusqu'à présent

Pour la présente étude de l'INEF, dont les résultats sont réunis ici en une synthèse (Bliss, 2019), l'auteur a

réalisé deux enquêtes de terrain, en novembre 2017 et en février 2018, au cours desquelles il a pu s'entretenir avec les principaux acteurs de la filière soja au Bénin, et visiter plusieurs sites de production et de transformation du soja. Ces enquêtes prennent en compte l'ensemble de la chaîne de valeur soja au Bénin, exceptionnellement longue comparée à celle de la plupart des autres produits agro-alimentaires (à titre d'exemple, la CVA de la mangue ne comprend que le séchage, l'emballage et la distribution), et qui est soutenue par un vaste éventail d'instruments promotionnels.

Les résultats des enquêtes montrent que dans le domaine de la production, l'utilisation de semences améliorées et de techniques culturales mieux adaptées permet d'augmenter les rendements de manière significative, en particulier ceux des petites exploitations agricoles, dont beaucoup sont gérées par des femmes. En dehors des régions traditionnellement dédiées à la culture du soja au Bénin, de nombreux petits producteurs ont, eux aussi, diversifié leurs cultures avec l'introduction du soja, ce qui leur a permis d'augmenter leurs revenus grâce à des rendements améliorés par rapport aux récoltes précédentes du fait de la réduction du nombre de spéculations. De plus, avec l'introduction du soja, la qualité des produits vivriers consommés au sein des ménages a également été améliorée. Par ailleurs, la culture du soja nécessitant une main d'œuvre importante, les besoins en travailleurs salariés ont augmenté. Une prise en compte encore plus poussée des méthodes agro-écologiques et la formation des producteurs à la gestion intégrée des ressources pourraient aider à accroître les rendements dans les champs et faire augmenter encore les prix des produits, de la graine de soja bio à la farine de soja bio.



Bien que les besoins soient loin d'être couverts, les producteurs et productrices du Bénin sont encouragés à ne pas vendre leurs récoltes de soja immédiatement,

mais à les stocker. D'une part, leur accès aux crédits financiers est facilité afin qu'ils puissent subsister pendant deux ou trois mois en attendant que les prix de vente augmentent sur le marché ; d'autre part, ils bénéficient d'un soutien pour le stockage de leurs récoltes. En l'occurrence, contrairement à d'autres projets moins axés sur la gestion durable, il ne s'agit pas essentiellement de construire de nouveaux entrepôts qui, très souvent, ne seront pas entretenus et bientôt laissés à l'abandon faute de moyens financiers. Il s'agit bien plus d'explorer les opportunités locales à la recherche d'entrepôts inutilisés pendant la période requise, comme c'est le cas dans l'industrie cotonnière, et de les mettre à leur disposition.



Dans le secteur de la transformation du soja, des milliers d'entreprises, essentiellement gérées par des femmes, bénéficient d'un soutien financier. Grâce à des conseils ciblés et circonstanciés et à des programmes de coaching sur le long terme, l'esprit d'entreprise et les compétences entrepreneuriales sont encouragés jusque dans les petites exploitations, générant une hausse de la productivité et surtout une meilleure qualité des produits. De plus, de nombreuses productrices (et producteurs) élargissent leur offre de produits et les volumes de production ont considérablement augmenté dans certains maillons de la CVA. Enfin, étant donné leur faible degré de mécanisation, les petites exploitations sont amenées à recruter de nombreux travailleurs supplémentaires. Cela crée des emplois rémunérés, accessibles en particulier aux femmes peu ou pas qualifiées.

On peut donc en conclure que les mesures de promotion de la filière soja contribuent de manière significative à réduire la pauvreté et la vulnérabilité des petits agriculteurs en particulier, et à améliorer la sécurité alimentaire de dizaines de milliers de ménages. Cette

contribution n'est toutefois pas encore quantifiable, car cela nécessiterait une enquête plus complète auprès des ménages des producteurs et commerçants concernés.

Il ne faut pas oublier non plus le travail réalisé avec les acteurs de la filière soja au niveau macroéconomique où, d'une part, des groupes d'intérêts et des organismes de services ont bénéficié d'aides financières et d'autre part, le gouvernement a également été soutenu dans l'élaboration et le développement de la politique sectorielle.

Les défis à relever et les conditions pour réussir

Une condition essentielle à l'importance économique grandissante de la filière soja réside dans la demande de produits à base de soja, en constante augmentation dans le pays. Cela crée de nombreux nouveaux emplois, dont le nombre serait beaucoup plus réduit si le soja était uniquement exporté. La stratégie de promotion de la filière soja ne peut donc pas être transposée telle quelle aux pays voisins, car cela nécessiterait la création de débouchés ou l'extension du marché dans ces pays.



La production de soja : au sein de la filière soja et ses CVA, quatre points faibles ont essentiellement pu être identifiés, que les projets pris en compte ont contribué à normaliser de manière significative. Premièrement, dans le contexte de la production agricole, le problème central pour un certain nombre de producteurs semble résider dans la non-disponibilité, en temps voulu, de semences « améliorées » ou certifiées. Des résultats très positifs ont été obtenus ici grâce à la promotion de la production de semences et à d'importantes améliorations dans le domaine de la distribution.

À cela s'ajoute – et cela concernait également de nombreux producteurs –, deuxièmement, l'accès limité aux

services financiers. Le problème se pose (et se posera à l'avenir également) notamment pendant la saison des cultures et concerne avant tout les crédits financiers, dont les petits producteurs ont besoin pour rémunérer leurs travailleurs saisonniers, mais également pour survivre les quelques mois suivant la récolte, le temps que les prix de vente augmentent sur le marché. Depuis l'intervention de la Coopération technique (TZ), les établissements financiers sont beaucoup plus enclins à octroyer des crédits aux organisations paysannes.

Le troisième point faible résidait (et réside encore) dans les faibles capacités de stockage disponibles dans les villages, alors que c'est la seule possibilité pour les producteurs de vendre leurs récoltes ultérieurement et à de meilleures conditions que pendant la saison principale. Grâce à la coopération avec des associations présentes sur place, le problème a pu être réduit, mais pas complètement éliminé. Il en va de même avec le quatrième point faible, à savoir les longues distances séparant certaines zones de culture des marchés et centres commerciaux : ce problème a pu en partie être résolu grâce à la création de coopératives de plus en plus nombreuses, mais pas encore partout.

La demande croissante de produits à base de soja est le moteur du développement de l'industrie de la transformation du soja. Étant donné qu'une proportion importante des producteurs agricoles sont des femmes, que presque toutes les entreprises de transformation du soja sont gérées par des femmes, et qu'elles bénéficient d'un soutien économique et social par le biais des programmes de développement, des impacts positifs importants peuvent être obtenus en matière d'égalité des sexes. Ces impacts pourraient toutefois être décuplés si le gouvernement béninois reprenait et terminait enfin le travail, commencé il y a longtemps, d'enregistrement des terres, afin que les titres fonciers mentionnent explicitement la famille, c.-à-d. les deux époux (mari et femme), comme propriétaires ayant les mêmes droits, à l'instar de la politique foncière mise en place en Éthiopie. Cela augmenterait considérablement le rôle joué par les femmes, également dans le domaine de la production de soja.

Conclusions pour la Coopération au Développement en général

► La promotion de l'ensemble de la chaîne de valeur soja au Bénin est un excellent exemple (du reste assez rare) d'un soutien de grande envergure et sous des

formes multiples apporté à une chaîne de valeur, où aussi bien la production et le commerce assorti éventuellement du stockage, que la transformation des graines de soja et la commercialisation des produits à base de soja, ont été pris en compte, tout comme le cadre institutionnel pour l'ensemble du sous-secteur agricole soja. Dans les pays producteurs de soja où il existe une demande de produits à base de soja, cette stratégie peut être reproduite à tout moment. Mais dans le même temps, cette approche peut également servir à la promotion d'autres chaînes de valeur plus « courtes », ou moins soutenues globalement.

- ▶ Il est essentiel d'associer la promotion des chaînes de valeur (avec les composantes minimales que sont la culture, le stockage, la transformation et la commercialisation) à un soutien par des prestataires de services financiers qui soient disposés à s'installer dans les zones rurales et à réellement promouvoir la production agricole par l'octroi de crédits. L'étude de cas du Bénin a montré que le regroupement des producteurs en organisations paysannes permet de mieux gérer le risque lié aux établissements bancaires, qui sont plus enclins à accorder des crédits et à en prolonger la durée. Cette expérience peut, elle aussi, être transférée et appliquée à d'autres chaînes de valeur.
- ▶ La promotion des chaînes de valeur nécessite un soutien et un travail sur le long terme. Le facteur temps joue un rôle extrêmement important dans la promotion efficace de la filière soja. Étant donné que le projet allemand ProAgri disposait de nombreuses années d'expérience dans le conseil aux producteurs et aux transformateurs de soja, les projets arrivés après ont pu reprendre la même approche, éprouvée et réussie (méthode des *Value Links*). Les expériences réunies au cours du projet ont également beaucoup contribué à élargir les interventions de la Coopération au développement à des programmes financiers, lesquels n'auraient peut-être jamais vu le jour s'il s'était agi d'une intervention à court terme sur seulement deux à trois ans.
- ▶ Bien que les mesures de promotion de la filière soja et de ses CVA s'adressent à un groupe cible très large, il s'est révélé être particulièrement important, si l'on veut garantir la durabilité des mesures, que chaque membre du groupe cible ait été entendu sur ses problèmes et ses besoins de manière quasiment individuelle, et pris en charge en conséquence. D'un autre côté, les bénéficiaires du projet n'ont pas été délaissés,

mais au contraire soutenus par le biais de leur regroupement dans des organisations, voire des coopératives enregistrées et compétentes au plan légal et commercial. Là encore, il s'agit d'une « *good practice* » qui peut être transférée à d'autres CVA, ainsi qu'à des pays tiers.

Bibliographie

- Bliss, Frank (2019): Zum Beispiel Soja. Eine erfolgreiche Wertschöpfungskette im west-afrikanischen Benin. Institut für Entwicklung und Frieden (INEF), Universität Duisburg-Essen (AVE-Studie 14, Wege aus extremer Armut, Vulnerabilität und Ernährungsunsicherheit).
- Coopération Allemande. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GIZ (2017a): ProAgri III – Promotion de l'Agriculture au Bénin. Cotonou.
- Coopération Allemande. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GIZ (2017b): Projet „Centres d'Innovations Vertes pour le secteur Agro-alimentaire“, ProCIVA, Bénin. Cotonou.
- UNDP. United Nations Development Programme (2016; Statistical Update 2018): World Development Report. New York.

Illustrations

1 (Photo de couverture): Groupe de femmes ayant bénéficié de conseils et de matériel pour la production de tofu, 2: Carte du Bénin (Source: Ann-Kathrin Kaiser 2018), 3: Exploitation agricole aux environs de Parakou, 4: Récolte du soja à la main, 5: Nettoyage des graines de soja avant leur transformation, 6: Filtrage du lait de soja, 7: Entrepôt loué pour le stockage de soja, 8: Dégustation de tofu grillé, 9: Déjeuner préparé par un groupe de femmes : des cacahuètes au soja.

Photos © Bliss 2017-2018.

Notation du projet*

- B4 – Intensité de traitement par l'équipe de recherche
- G1-2 – Égalité des sexes
- P3 – Participation
- A4 – Groupes cibles

* Pour plus de précisions sur le batème et les indicateurs, consulter la circulaire « Good Practice » (Bonnes pratiques) ou aller sur le site de l'INEF: www.inef-reachthepoorest.de

Déjà publiés dans la « Good Practice » circulaire :

- AVE Handreichung zur Good-Practice-Reihe
- 01 Kenia: Mitunguu Smallholder Irrigation Project
- 02 Kambodscha: Das Kommunale Landtitelprogramm für indigene Bevölkerungsgruppen
- 03 Kambodscha: Schulspeisung mit lokaler Beschaffung. Das „Home-Grown School Feeding Project“ des World Food Programme
- 04 Kenia: Der Selbsthilfegruppen-Ansatz in Kitui
- 05 Kambodscha: Verbesserung der Ernährungssicherung ehemals landloser und landarmer Haushalte
- 06 Kambodscha: Gesundheitsfürsorge für die Ärmsten durch den „Health Equity Fund“
- 07 Kambodscha: Wer sind die Ärmsten im Dorf? Erfahrungen mit dem ID Poor-Ansatz
- 08 Kenia: Hunger Safety Net Programme – Soziale Sicherung in Turkana County im Norden Kenias
- 09 Kenia: Diversifizierung der Existenzgrundlage durch Agropastoralismus
- 10 Äthiopien: Landwirtschaftliche Produktion und Nahrungssicherheit in der Amhara Region
- 11 Äthiopien: Livelihoods for Transformation (LIFT) in der Oromiya Region
- 12 Benin: Wiederherstellung der Bodenfruchtbarkeit im Norden Benins

INEF - Projet de recherche

Le projet de recherche vise à élaborer des recommandations utiles à la coopération fédérale/gouvernementale au développement (EZ). L'objectif est d'identifier des mesures capables de mieux atteindre les groupes de population concernés par l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité.

Nous examinons les corrélations entre extrême pauvreté, vulnérabilité et insécurité alimentaire afin d'identifier les blocages ainsi que les facteurs de succès de l'EZ.

Sur la base d'analyses de textes et de sondages menés auprès d'organisations spécialisées en Allemagne et à l'étranger, nous cherchons à repérer les approches ayant conduit à des résultats concluants (« good

practices ») et à les analyser en profondeur dans le cadre de l'étude sur le terrain. En plus de la contextualisation sociale, l'aspect genre est fortement pris en considération. Au cours des études réalisées sur place, la participation des populations concernées constitue un élément central afin d'appréhender leur propre perception des problèmes existants et d'envisager des solutions. Dans un premier temps, nous menons nos travaux de recherche en Éthiopie, au Bénin, au Kenya et au Cambodge.

Ce projet est financé par le Ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement (BMZ) dans le cadre de l'initiative « Eine Welt ohne Hunger » (Un monde sans faim) (SEWOH).

Auteurs de la circulaire

Prof. Dr. Frank Bliss
Prof. Dr. sc. pol. Tobias Debiel
Dr. rer. pol. Karin Gaesing
Jana Herold, M.A.
Anika Mahla, M.A.

Éditeur

Institut für Entwicklung und Frieden (INEF)
Universität Duisburg-Essen

Conception

cMore.MEDIA
Lucy Yang

© Institut für Entwicklung und Frieden 2020

Lotharstr. 53 – D-47057 Duisburg
Tel: +49 203 379-4420 – Fax: +49 203 379-4425
inef-sek@inef.uni-due.de
www.inef-reachthepoorest.de
www.inef.uni-due.de